
Crise d'une nation

Sami Naïr

— La situation actuelle que connaît l'Algérie relève à la fois du "temps long" et du "temps court". Comment peut-on synthétiquement faire la part de ce qui relève du rôle respectif de la colonisation occidentale, de la civilisation musulmane et de la responsabilité proprement politique des pouvoirs algériens depuis l'indépendance?

Il est très difficile de faire la part de ce qui appartient aux structures profondes de cette société et aux processus de transformation qu'elle a connus ces trente dernières années. Je ne crois pas à une distinction tranchée entre civilisation occidentale et civilisation musulmane. Ma conviction est que depuis très longtemps la "civilisation" musulmane n'existe plus. La culture islamique, elle, est bien vivante, mais elle ne saurait passer pour une civilisation alternative à celle du monde occidental, dominante désormais partout. Nous sommes dans un processus de mondialisation de la civilisation occidentale; partout les structures matérielles et symboliques du social, des rapports de pouvoir, des formes institutionnelles sont empreintes de l'ethos culturel occidental. L'occidentalisation du monde, ce n'est pas un phénomène seulement culturel — qui tend à s'imposer universellement — c'est avant tout l'occidentalisation des structures matérielles d'organisation des sociétés. L'Etat-nation, les formes d'organisation de la division sociale, les processus de parlementarisation, tout cela est issu de l'Occident. En dehors des structures empruntées à la civilisation occidentale il n'y a d'ailleurs aucune autre possibilité de représentation légitime pour les nations-Etats. Cela dit, la situation algérienne participe aussi des structures profondes de cette société, de son histoire propre, des formes traditionnelles de solidarité qui constituent les groupes

sociaux, des formes de réciprocité qui organisent les rapports de ces groupes entre eux et, bien sûr, du type d'Etat moderne issu de la colonisation et restructuré après l'indépendance. Or le processus de modernisation, loin d'agir comme une sorte de *tabula rasa* des structures profondes des sociétés, se réalise en vérité sur la base d'une reprise des structures traditionnelles. Celles-ci lui servent souvent de soubassement. Le parti, l'Etat, les formes d'association civile s'articulent souvent sur les vieilles solidarités tribales, claniques et s'en servent pour se constituer dans l'espace institutionnel et culturel. Autrement dit, le processus de modernisation est profondément enraciné dans les structures traditionnelles. Il n'y a pas d'un côté la modernisation et de l'autre, la tradition: il y a entremêlement, entrechoquement des différents éléments constitutifs du passé et du présent de la société algérienne.

Concernant la responsabilité du pouvoir politique algérien, c'est un truisme de dire qu'elle est très grande. Il ne faut néanmoins pas sous-estimer les difficultés auxquelles les pouvoirs qui se sont succédés ont été confrontés. En 1962 la société algérienne était décomposée du point de vue social. L'héritage colonial était extrêmement difficile à gérer. Les élites politiques et culturelles n'étaient pas à la hauteur de la situation historique. Sociologiquement, elles n'étaient ni organiquement constituées ni n'avaient une conscience d'elles-mêmes, ne fût-ce qu'en raison des processus d'exclusion inhérents au système colonial et de la difficulté d'émergence de forces porteuses d'une culture démocratique. La colonisation a toujours étouffé dans l'œuf l'émergence, la possibilité de constitution de forces démocratiques et réformistes. Elle a surtout créé, de fait, les conditions de possibilité d'un populisme beaucoup plus réactionnel que révolutionnaire même s'il empruntait son discours aux idéologies révolutionnaires des années 50 et 60. Les élites, et mêmes les élites les plus avancées, ont été incapables de poser le problème de la modernisation culturelle de cette société. Les élites de gauche notamment ont toujours cherché à ruser avec les traits culturels les plus rétrogrades et les plus réactionnaires dans les représentations culturelles de la population algérienne. Le pouvoir s'est donc trouvé dans une situation difficile. Dans les faits, il s'est agi, en reprenant la structure de l'Etat hérité de la colonisation, de construire un Etat et une société modernes à partir d'un développement économique emprunté essentiellement au modèle soviétique. Ce processus a permis l'émergence d'une couche techno-bureaucratique qui s'est emparée du pouvoir et qui, pendant trente ans, s'est servie de l'appareil d'Etat pour se constituer en groupement dirigeant. Ceci n'avait rien à voir avec l'émergence d'une espèce de "bourgeoisie d'Etat", ce qui est d'ailleurs regrettable: si ce pays avait eu le bonheur d'engendrer une "vraie" bourgeoisie, celle-ci aurait, si je puis dire, civilisé économiquement cette société. Les techno-bureaucrates au pouvoir n'étaient pas civilisateurs mais porteurs d'une conception autoritaire du développement, et ceci au

détriment d'une connaissance profonde de leur société. Le pouvoir porte donc une responsabilité terrible dans ce qui s'est passé et ce qui se passe aujourd'hui. Il a empêché l'émergence d'une culture démocratique, d'une véritable opinion publique. Il a fermé les portes de ce pays, le temps de se constituer en classe dirigeante. Appuyé sur une mobilisation autoritaire, il exprimait dans les faits les intérêts des couches moyennes. L'histoire des trente dernières années de ce pays, c'est l'histoire de la formation d'une couche dirigeante issue des couches moyennes.

— *Quelle influence attribuez-vous au modèle soviétique de développement, notamment dans sa dimension "mode de production asiatique" et "despotisme oriental"?*

Je ne répondrai pas à la question de savoir s'il s'est agi "d'un mode de production asiatique" ou de "despotisme oriental". Ce sont des notions strictement idéologiques qui ne m'intéressent absolument pas. Je n'ai jamais très bien compris ce que signifiait "mode de production asiatique", même dans les textes de Marx. Quant au "despotisme oriental", j'ai toujours pensé que la thèse de Wittfogel était beaucoup plus culturaliste que socio-historique et le culturalisme dans les sciences sociales m'a toujours posé beaucoup de problèmes! En revanche, je m'attarderai volontiers sur la question de l'influence soviétique sur le modèle de développement algérien. Le modèle soviétique a en effet servi d'exemple en ce sens, et en ce sens seulement, qu'il incarnait une conception abstraite de ce que j'appellerai "l'homogénéisation" de la société. De la même façon que le pouvoir soviétique à partir de 1923-24 cherche à faire du grand empire russe un Etat homogène bien que pluri-national, à travers l'homogénéisation culturelle, économique, politique, étatique, de même les élites algériennes en 1962 — et surtout à partir de 1965 — cherchent à mettre en place un modèle d'Etat, d'économie, de culture homogènes afin d'intégrer la société à elle-même. De ce point de vue il y a analogie. Cette analogie se retrouve également au niveau de l'industrialisation, bien que les Russes n'aient pas bénéficié en 1923-24, comme les Algériens dans les années 1960-80, des plus hautes technologies occidentales. L'idée consistait à créer une industrie lourde qui devait engendrer des industries intermédiaires et par conséquent permettre le développement de la société soviétique. Les Algériens ont plus ou moins copié ce modèle même si le fait de disposer de la rente énergétique leur a permis d'éviter la mise en œuvre d'un processus d'accumulation primitive du capital à partir de l'extraction d'un surplus dans l'agriculture. La rente, en Algérie, est l'élément constitutif principal du processus d'accumulation du capital. La grande différence, c'est qu'en URSS, le surplus dégagé sur l'exploitation des travailleurs ruraux fut à la base de la construction de l'industrie alors qu'en Algérie la

vente du pétrole à l'étranger a permis de parvenir au même résultat. Cette différence est fondamentale car la valeur qui se constitue en Algérie n'est pas déterminée par une plus-value ajoutée au taux socialement nécessaire de production, mais par la *ponction* que les Algériens parviennent à opérer sur la plus-value à l'échelle internationale en raison de leurs atouts énergétiques. D'où des conséquences négatives et paradoxales: il sera par exemple pratiquement impossible d'instaurer un véritable instrument de mesure de la valeur. Le calcul économique n'a pu jouer son rôle d'aiguillon de la rationalité économique car la rente n'était pas le produit du travail mais de la position occupée par les Algériens dans le marché international des hydrocarbures. Du point de vue économique, les deux modes de production — soviétique et algérien — ne sont donc pas comparables même si du point de vue de la structure matérielle, l'analogie existe bien puisque dans les deux cas il s'agit d'une industrialisation à outrance.

L'analogie apparaît également au niveau politique avec l'instauration du parti unique. Mais là aussi la différence est de taille car le Parti communiste de l'Union Soviétique représentait une véritable force politique, implantée dans la société, alors que le FLN a toujours été une coquille vide. Parti des déclassés et des couches non compétitives dans la société, le FLN n'a pu se développer en raison de la structure même du pouvoir, qui n'était pas politico-civil mais militaire. Le pouvoir militaire masquait sa domination en s'appuyant sur cette coquille vide qu'était le FLN. Mais à chaque fois qu'il y a eu des crises politiques — que ce soit en 1965, à la mort de Boumediène ou même en 1989-90 — le parti n'a pas eu son mot à dire: c'est l'armée qui a tranché.

Le troisième point qui différencie le modèle soviétique du modèle algérien est idéologique. Le modèle soviétique était constitué sur la base d'une idéologie communiste et matérialiste, qui se réclamait d'une conception très séculière de la vie alors que le FLN s'inscrit au contraire dans un magma culturel hétéroclite où s'entremêlent à la fois un "socialisme" populisant réactionnel et un islamisme souvent réactionnaire. Le pouvoir algérien n'a jamais été en mesure de poser la question de la séparation de l'Etat et de la religion. Entre le modèle soviétique et le modèle algérien, il y a donc analogie au niveau de la structure mais pas au niveau des contenus.

— Le retour du religieux s'applique-t-il seulement à l'islam? Quel rapport au religieux exprime-t-il? L'intégrisme n'est-il que l'idéologie des exclus?

Nous assistons à un processus à l'échelle mondiale: les sociétés occidentales sont de moins en moins religieuses et les sociétés du Tiers-Monde — dans lesquelles *l'humus* religieux est important — le deviennent de plus en plus. Le phénomène qui se développe dans les

pays arabo-musulmans sous la forme de l'intégrisme existe aussi dans les pays d'Amérique latine, notamment au Brésil, sous la forme de la théologie de la libération. Il serait d'ailleurs intéressant de s'interroger sur les différences entre l'intégrisme et cette théologie qui vise, comme son nom l'indique, à libérer. Sous son apparence spécifique, c'est donc un mouvement universel. L'islam revient comme forme d'identité tout simplement parce qu'il constitue une culture de base qui a historiquement servi de valeur-refuge face au travail de dépersonnalisation entrepris par la colonisation. Sous sa forme intégriste, il est incontestablement un élément moderne, surtout en ce qui concerne les sociétés maghrébines. Dans un pays comme l'Algérie, cet intégrisme emprunte à la fois au fonds nationaliste et au fonds populaire. S'il se transforme aujourd'hui en idéologie politique, c'est pour des raisons très précises. Toutes les autres idéologies et particulièrement les idéologies socialistes et libérales ont échoué. Elles ne permettent absolument pas aux catégories de la population exclues depuis l'indépendance de se reconnaître dans des discours qui apparaissent surtout comme des discours élitaires. L'intégrisme est donc beaucoup plus une idéologie de défense, de protection qu'une idéologie d'affirmation culturelle d'un groupe par rapport aux autres groupes, même si cette défense passe par la volonté de conquérir le pouvoir. C'est une idéologie essentiellement politique: elle n'a plus grand chose à voir avec la religion en tant que telle. En tant qu'idéologie politique, elle fonctionne comme instrument de mobilisation des couches qui ont été historiquement exclues et que les modèles socialistes ou libéraux n'ont pu intégrer. Le modèle libéral qui tend à se développer et qui est représenté par les élites plus ou moins démocratiques aujourd'hui est un modèle d'exclusion à l'égard de toute une partie de la société. De la même façon le modèle socialiste fut aussi un modèle d'exclusion de ces couches non intégrées dans le système de production. Mais cette exclusion était dissimulée par les politiques assistancielles de l'Etat. Il a suffi que l'Etat disparaisse en tant qu'acteur paternaliste, pour que les couches non insérées dans le tissu productif apparaissent au grand jour. Dès lors l'islamisme, idéologie communautaire, organiciste, apparaît véritablement comme une bouée de sauvetage pour des gens qui n'appartiennent désormais à rien et sont délaissés par l'Etat.

D'autre part, cet intégrisme n'est pas seulement un instrument de mobilisation des exclus. C'est aussi une idéologie de mobilisation et de conquête du pouvoir politique de fractions de plus en plus importantes des couches moyennes exclues par les processus de différenciation sociologique et économique que connaît la société algérienne. Autrement dit, c'est aussi l'idéologie d'une partie de l'élite, notamment de l'élite arabophone qui ne pouvait s'intégrer dans le système mis en place depuis l'indépendance. Ces élites formées dans les années 60-70,

arabisées, jeunes, sont confrontées à une situation de blocage du point de vue de leur mobilité sociale, parce qu'elles sont jeunes, que les places sont occupées, et que le système d'intégration économique est trop étroit. Ces élites s'appuient sur l'idéologie intégriste pour déloger les couches francophones qui appartiennent à la même classe qu'eux et prendre ainsi leur place. L'intégrisme est un mouvement qui, dans sa généralité, s'adresse effectivement aux exclus mais qui, dans sa particularité, exprime la volonté de mobilité et d'ascension sociale de couches intermédiaires qui veulent accéder au pouvoir.

— *Pourquoi n'y a-t-il pas modernisation au moins partielle de l'islam?*

L'islam comme idéologie spontanée a deux versants: d'un côté il s'agit d'un islam tolérant, mais hiérarchique et inégalitaire; c'est l'islam des clercs, des élites dirigeantes, c'est un islam "hypocrite" — disons le mot — dans la mesure où il refuse de poser le problème des rapports entre religion et politique. C'est un islam de compromis, celui de la "*salafiya*", des réformistes de la *Nahda*, qui considéraient que le seul moyen de moderniser la société était, pour éviter la dépersonnalisation coloniale, de ne pas rompre avec la religion alors que la société occidentale, elle, au contraire, a posé le problème de sa réforme à partir de la rupture d'avec la référence religieuse. D'un autre côté vous avez un islam populaire, égalitaire mais fondamentalement intolérant. C'est l'islam de couches sociales qui étaient fortement enracinées dans les vieilles structures tribales et familiales et qui ont été délaissées aussi bien par le système colonial que par le système mis en place après l'indépendance. Cet islam renvoie aux formes de solidarités organiques de couches exclues. Ces deux islams se sont opposés. Mais le fait est qu'ils étaient alliés, en Algérie, des années 60 aux années 80, pour s'opposer à la laïcisation progressive de la société algérienne. L'islam des Oulémas, dont Ahmed Taleb Ibrahim est un représentant typique, tout en s'alliant tactiquement au pouvoir "socialiste" de Boumediène, s'appuyait sur l'islam spontané, intolérant et fanatique, pour empêcher une remise en question définitive de la problématique indentitaire "salafiste". Ces deux islams se sont moulés, entre 1962 et 1980, dans l'idéologie dominante pseudo-socialiste et ont en réalité constitué les structures culturelles de base de la société algérienne. Le fait qu'ils émergent aujourd'hui au centre du débat est significatif de ce qu'un processus de modernisation sociologique, économique et politique ne peut faire l'économie d'une modernisation culturelle. Cette modernisation culturelle est assumée par les élites lorsqu'elles ne peuvent, économiquement, faire autrement pour la défense de leurs intérêts sociaux. Le drame, c'est que les élites dirigeantes en Algérie n'ont pas eu historiquement le besoin impératif d'assumer la modernisation culturelle car elles disposaient de leviers économiques

qui leur permettraient d'éviter une vraie confrontation sociale avec les masses pauvres.

Les structures sociales se sont cependant sécularisées. Toute la question est de savoir comment va s'opérer le passage de cette laïcisation/sécularisation de la réalité dans le domaine des mentalités. Il y a de fortes chances pour que le retour du religieux auquel nous assistons aujourd'hui soit le moyen historico-culturel par lequel la société cherche à régler son rapport à la religion.

– *L'islamisme peut-il avoir intégré des éléments de l'idéologie démocratique?*

Difficile de répondre à cette question. Je ne crois pas à la possibilité de développer facilement la démocratie dans le cadre de la référence religieuse. Je suis pour la séparation totale du religieux et du politique. Et si l'on prend l'histoire des sociétés occidentales, on ne peut pas soutenir que le modèle chrétien-démocrate soit particulièrement exemplaire en terme de démocratisation. Cela dit je ne pense pas que cet islamisme puisse se transformer en idéologie démocratique. Je crois que c'est un mouvement autoritaire de type fascisant, porteur d'une conception du monde agressive et régressive. Mais votre question concerne l'islamisme, pas l'islam en général. Dans l'hypothèse d'une sécularisation assumée (et non imposée de façon autoritaire), je ne vois pas pourquoi l'islam ne s'adapterait pas à ce mouvement. Cela suppose, bien sûr, un travail en profondeur de la société sur elle-même, et donc une libération de la communication publique, une ouverture aux conflits de sens, un approfondissement des échanges culturels, y compris de façon conflictuelle, entre les acteurs sociaux. Pour ce faire, il faut non seulement démocratiser la société mais aussi et surtout en finir avec la génération nationaliste qui a écrasé ce pays sous sa médiocrité et sa corruption.

– *La crise de l'identité nationale algérienne ne risque-t-elle pas de se transformer en crise de la nation "tout court" qui pourrait se désagréger et se fédéraliser?*

Oui. Je me demande même si certaines forces politiques n'ont pas intérêt à pousser la crise jusqu'au bout pour parvenir à un Etat fédéral. Je n'accuse personne, mais je crois que certains ne reculeraient pas devant la fédéralisation de la nation algérienne, ce qui permettrait aux différentes "ethnies" de se gargariser en quelque sorte "légalement" de leurs pseudo-différences. C'est là le danger le plus grave qui menace ce pays.

– *L'armée, que vous appelez "groupement d'intérêt militaire", constitue-t-elle un bloc homogène? N'assiste-t-on pas aujourd'hui à sa désagrégation?*

Il faut revenir à cette notion de "groupement d'intérêt militaire". Dès les années 70-80, je développais cette notion pour qualifier le régime politique algérien, alors qu'il était partout question de "bourgeoisie d'Etat", "d'Etat socialiste", nationaliste, progressiste, etc. Ce qui me semblait important, dès cette époque, c'était l'existence d'un groupement d'intérêt militaire qui soumettait l'ensemble de la société à ses intérêts; je disais aussi que ce groupement était homogène en ce sens que chaque fois que son intérêt fondamental — la maîtrise du pouvoir — était remis en question, ce groupement réagissait de façon *homogène et collectivement*. Encore une fois, la crise de 1965, celle de la mort de Boumediène comme celle de la démission de Chadli montrent que ce groupement a des intérêts unifiés et chaque fois qu'il y a un problème d'orientation stratégique, il réagit de manière homogène. Je n'ai jamais cru aux analyses en terme de bonapartisme ou de bourgeoisie d'Etat, parce que je pensais que c'était l'armée, en tant que corps organisé, qui dirigeait ce pays. Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas au sein de celle-ci des intérêts divergents. Il y a une hétérogénéité des intérêts liée aux stratifications d'origine tribale, clanique ou tout simplement clientélaire et ces intérêts s'expriment dans la société et sont médiatisés par le système politique. Mais l'armée a été et continue d'être la seule structure véritablement organisée au sein de cette société. La notion de "groupement d'intérêt militaire" — la notion de groupement d'intérêt étant emprunté à Max Weber — permettait de saisir l'essence du pouvoir politique dans cette société. Je pense que l'armée est encore une force sociale très forte. Elle est loin de se désagréger, même si la situation de crise et les conflits auxquels elle est confrontée tendent à introduire en son sein des différenciations importantes.

– *Comment expliquer l'échec de la révolution agraire?*

La réponse, ici, est simple. Il n'y a pas eu "échec" de la révolution agraire parce qu'il n'y a pas eu de révolution agraire. Il y a eu des réformes agraires plus ou moins importantes mais aucune *révolution*, aucune transformation en profondeur des structures agraires de cette société. En réalité, le processus de déruralisation de la société algérienne remonte à la Seconde Guerre mondiale. Et, à partir de 1962, si l'on met entre parenthèses l'infime expérience de l'autogestion, il n'y a pas eu de réelle politique agraire. Le développement était avant tout industriel et le secteur agricole a été le parent pauvre du modèle de développement. Il y a eu des politiques d'assistanat et des politiques de gel de la structure

agraire mais sans transformations réelles. Il n'est pas possible d'aborder le problème agraire dans ce pays à travers l'analogie avec ce qu'ont été les révolutions agraires en Chine, en URSS ou même à Cuba. La réforme agraire est la question centrale des pays du Tiers-Monde; elle pose le problème de la transformation de la paysannerie et des couches rurales en couches urbaines. Cette question ne peut être simplement réglée par de grandes déclamations comme ce fut le cas en Algérie, à l'époque du "socialisme" triomphant.

— *Vous faites souvent référence à la voie républicaine pour sortir l'Algérie de son marasme; vous semblez faire confiance à un rôle renouvelé de l'Etat dans un pays qui a subi trop d'Etat. N'est-ce pas là un paradoxe?*

Je n'ai jamais partagé l'illusion marxiste du dépérissement de l'Etat. Je crois que l'Etat est un instrument de civilisation des sociétés, même s'il s'agit d'un instrument qui doit souvent utiliser l'épée. J'ai trouvé que l'expérience autogestionnaire algérienne était intéressante car elle permettait aux couches populaires de se prendre en charge, mais je n'ai jamais pensé qu'il y avait contradiction entre la participation au niveau économique et social et le développement d'un Etat centralisé, fort, qui permette la constitution d'une société unifiée. Pour moi, la voie républicaine, c'est d'abord la voie de l'Etat. A condition que cet Etat, au-delà du pouvoir social qu'il incarne, y compris du pouvoir de classe, se donne aussi comme Etat de la chose publique. Je ne me fais aucune illusion sur le pouvoir d'Etat, et, en dépit de la terrible guerre idéologique de décervelage que mène le libéralisme juridique et idéologique, je crois que l'Etat n'est pas neutre mais toujours articulé sur des conflits d'intérêts sociaux. Cette conflictualité n'est pas près de disparaître, du moins à l'horizon de notre propre historicité. Le pouvoir est consubstantiel aux formations humaines. Et il peut être progressiste. L'Etat, en Occident, a réussi à marginaliser le fanatisme, à confiner la religion dans le domaine privé, à faire qu'il y ait une loi commune qui, vaille que vaille, respecte les droits de la personne ainsi que les droits sociaux. Bien sûr, ce n'est jamais tout à fait acquis – mais cela vaut mieux que le despotisme féodal ou l'arbitraire tribalo-clanico-confessionnel. Pour moi, le modèle d'Etat civilisateur par excellence, ce n'est pas le modèle d'Etat soviétique, ou chinois, c'est le modèle d'Etat français. Je tiens que le modèle républicain français, au-delà des parts sombres de son jacobinisme, est fondamentalement civilisateur. Grâce à lui, la nation française a pu se constituer en structure homogène et se civiliser à travers son histoire. Je considère que la voie républicaine est incontournable pour l'Algérie. Elle permet le respect et l'autonomie de la personne, la séparation du spirituel et du temporel, l'égalité de tous devant la loi. La démocratie ne peut fonctionner pour le bien de tous

qu'à l'intérieur de la République, c'est-à-dire dans l'espace de la chose commune. Y-a-t-il en Algérie des forces capables de porter cette voie? Je le souhaite.

— *Comment analysez-vous la responsabilité de la politique française depuis 1962?*

La politique française est fondée sur la raison d'Etat. La France n'a pas eu intérêt à ce que se constitue une nation algérienne forte de l'autre côté de la Méditerranée; c'est d'une certaine manière logique entre nations qui ne se sont pas fait de cadeaux au cours de l'histoire. Mais je n'établis pas une symétrie entre la France et l'Algérie. Car la France a colonisé l'Algérie et l'Algérie ne s'est débarrassé de cette agression qu'aux prix d'un effort surhumain. Je refuse toutefois de parler de "responsabilité" française; si les Algériens faisaient le bilan de ce qui s'est passé depuis 1962, ils devraient aussi s'en prendre à eux-mêmes. Je connais peu de pays du Tiers-Monde qui ont eu tant d'atouts, et qui les ont gâchés aussi tragiquement. Aujourd'hui, la France devrait aider l'Algérie non pas seulement pour réparer le passé, mais aussi parce que c'est de son intérêt. Car toute détérioration de la situation en Algérie a des conséquences directes et immédiates en France. Voyez ce qui se passe avec la menace d'une prise du pouvoir par les intégristes. Je suis convaincu que cela entraînera, du moins au début, des fuites importantes de population. Pour éviter cela, la France devrait aider, surtout dans les organismes internationaux (Banque mondiale, FMI) à desserrer l'étau qui étrangle l'Algérie endettée.

*Entretien conduit
par
Bernard Ravenel*

Sami Naïr est philosophe et politologue. Il a publié récemment *Le Différend méditerranéen*, Editions Kimé, 1992, et *Lettre à Charles Pasqua*, Editions du Seuil, 1994.